

Contribution collective de la section de Salon et région (PCF 13) **dans le cadre de la préparation de la conférence nationale**

Titre de la contribution :

Une candidature communiste pour initier une dynamique de transformation sociale

Santé publique, emploi, climat, paix : la course au profit est l'obstacle au développement durable et solidaire de l'humanité. Comme le dit le document préparatoire, la crise de civilisation appelle à sortir des logiques capitalistes et cela ne peut se faire sans remise en cause radicale de la domination du capital.

Or, une large partie de la gauche en France aujourd'hui se satisfait de propositions qui, faute de contester le pouvoir du capital dans les entreprises et les banques, ne sont pas crédibles. L'électorat populaire s'en rend bien compte et le désintérêt croissant que cela nourrit nous ramène vers l'infamieux duo Macron-Le Pen, choix entre la peste ultra-libérale et le choléra fascisant.

Doit-on nous aussi tomber dans ce piège du second tour annoncé de la présidentielle ? Est-ce qu'en optant pour un candidat commun, on va rendre miraculeusement la gauche majoritaire, alors que cette gauche indiffère la grande majorité de notre peuple ?

Un nouveau front populaire pour faire barrage à l'extrême-droite, pourquoi pas, mais pas sans la lutte de classe. Or, la conscience de classe est aujourd'hui tombée bien bas. Si on ne fait pas progresser le niveau de conscience des transformations nécessaires, on n'aura surtout fait que préparer un peu plus le chemin du pouvoir pour l'extrême-droite.

Socialistes, écologistes et insoumis, tous nous disent qu'il faut partager les richesses, préserver les emplois et le milieu naturel. Mais comment les croire s'ils ne proposent rien pour changer le mode de production ? Comment partager les richesses si on ne prend pas l'argent où il est, par l'impôt à la source sur les sociétés, par l'augmentation générale des salaires directs et indirects ? Comment préserver les emplois sans développer les droits et pouvoirs des salariés avec l'ambition d'une sécurité d'emploi, de formation et de revenu ? Comment préserver le milieu naturel si on ne fixe pas des critères environnementaux pour l'attribution du crédit bancaire ? Ces propositions que seuls les communistes mettent en avant, doivent être débattues publiquement en nous appuyant sur la mobilisation populaire et les propositions des travailleurs dans les entreprises et territoires.

Nous voulons une gauche de combat qui ne s'aplatira pas devant le mur de l'argent lorsque le FMI et la BCE exigeront le paiement de la dette de l'État.

De même, pour les régionales et les départementales, nous voulons une union dans la clarté où l'on ne se retrouve pas à accompagner l'austérité au lieu de la combattre. Je pense ici à la contre-réforme de la fonction publique et à ceux qui s'ingénient, y compris à gauche, à l'appliquer localement sans résistance.

Pour les législatives, la question du rassemblement est plus délicate car plus décisive. Le pacte d'engagements communs à partir duquel on pourrait sceller ensemble un accord électoral est souhaitable mais cela ne peut se concevoir sans les propositions communistes en matière de démocratie participative afin de permettre aux salariés de contester les choix du capital. Il est essentiel de donner du pouvoir aux travailleurs sur la stratégie des entreprises et leur donner les moyens financiers de réaliser des projets innovants, comme dans notre département par exemple pour sauver la centrale de Gardanne.

Dans tous les cas, avec ou sans pacte, il est illusoire de pouvoir se rassembler autour d'un candidat commun de la gauche pour la présidentielle de 2022. Chacun s'affaire déjà à présenter celui ou celle qui défendra les couleurs de son parti car, dans nos institutions présidentielles, un parti qui ne présente plus de candidat à la présidentielle finit par disparaître du paysage médiatique.

Aussi n'en rajoutons pas nous-mêmes : lutter contre le présidentialisme, c'est rappeler que tout de même ce sont les députés qui votent les lois et le budget, que l'élection présidentielle ne devrait pas être l'enjeu principal du pouvoir mais seulement un moment de débat politique intense et donc pluriel. Aussi si on considère que notre apport pour une gauche de combat est décisif, on ne peut pas ne pas y présenter de candidat.

Les communistes de Salon et région réunis en assemblée de section le 27 mars 2021 approuvent donc la proposition de présenter un candidat à la présidentielle et le sens donné à cette candidature : « initier une dynamique au service d'une nouvelle majorité politique, riche de sa diversité ».

Cependant ils considèrent que « travailler, durant notre campagne pour la présidentielle, à la construction de candidatures de gauche dans chaque circonscription », risque d'affaiblir nos explications sur l'utilité du vote communiste pour gagner une dynamique de changement. Il convient d'attendre la fin du premier tour de scrutin présidentiel.

D'ailleurs, si on souhaite réellement sortir des logiques capitalistes, le pacte d'engagements législatifs communs, préalable à des candidatures communes aux législatives, ne peut guère aboutir sans le renforcement de l'influence du PCF, laquelle ne sera vraiment mesurable qu'au vu de notre résultat à la présidentielle.